

COMMUNE DE SEYNE LES ALPES (04140)
Travaux d'aménagement des ruelles du centre ancien

PROCEDURE ADAPTEE
(Article 27 du Décret 2016-360 du 25 Mars 2016)

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

PIECE 01 : REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)

MAITRISE D'OUVRAGE

Commune de SEYNE LES ALPES
En Mairie
Grande Rue
04140 SEYNE LES ALPES

MAITRISE D'ŒUVRE

M.G. Concept Ingénierie
Allée des Fauvettes
05200 EMBRUN
Tél. 04 92 43 05 55
contact@mgconcept.net

Le candidat date et signe sous mention « Lu et Approuvé » :

DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS

03/02/2017 à 12H00.

SOMMAIRE

1	ACHETEUR PUBLIC	3
1.1	NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ACHETEUR PUBLIC.....	3
1.2	ADRESSE AUPRES DE LAQUELLE LES DOCUMENTS VISES DANS LE PRESENT DOSSIER DE CONSULTATION PEUVENT ETRE OBTENUS OU CONSULTES	3
2	OBJET DU MARCHÉ	3
3	LOCALISATION DE L'OPERATION	4
4	CONSISTANCE DU MARCHÉ	4
4.1	ETENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE DE PASSATION	4
4.2	NEGOCIATION DES OFFRES	4
4.3	RECEVABILITE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	4
4.4	DECOMPOSITION EN LOTS ET EN TRANCHES	5
4.5	COMPLEMENTS A APPORTER AU C.C.A.P. ET AU C.C.T.P.	5
4.6	DELAIS D'EXECUTION MAXIMUM	5
4.7	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	6
4.8	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
4.9	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES	6
4.10	VARIANTES	6
4.11	VISITE DU SITE DES TRAVAUX	6
5	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1	RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	7
5.2	RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OFFRE.....	7
6	ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
6.1	ANALYSE DES CANDIDATURES.....	8
6.2	ANALYSE DES OFFRES ET CLASSEMENT.....	8
6.2.1	CRITERE 01 – LE MONTANT DE L'OFFRE.....	8
6.2.2	CRITERE 02 – LA VALEUR TECHNIQUE	9
7	CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS	10
7.1	CONDITIONS D'ENVOI DES DOSSIERS.....	10
7.2	TRANSMISSION DES DOSSIERS PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	10
8	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
8.1	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS.....	11
8.2	RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES	11
8.3	AUTRES RENSEIGNEMENTS	11
9	CLAUSE DE SORTIE DE LA PROCEDURE.....	11
10	RECOURS	11
10.1	ORGANE CHARGE DES PROCEDURES DE MEDIATION	11
10.2	INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS.....	11

1 ACHETEUR PUBLIC

1.1 NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ACHETEUR PUBLIC

Commune de SEYNE LES ALPES
En Mairie
Grande Rue
04140 SEYNE LES ALPES
Tél : 04 92 35 00 42
secretariat@seynesalpes.fr

1.2 ADRESSE AUPRES DE LAQUELLE LES DOCUMENTS VISES DANS LE PRESENT DOSSIER DE CONSULTATION PEUVENT ETRE OBTENUS OU CONSULTES

Même adresse qu'au point 1.1

Le dossier est téléchargeable sur la plateforme de dématérialisation :
<https://www.e-marchespublics.com>

2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne des travaux de VRD d'aménagement des ruelles du centre ancien de la commune.

La nature des travaux sont les suivants :

- Terrassement : déblais et remblais,
- Rénovation et renforcement du réseau d'eau potable,
- Mise en place de poteau incendie,
- Rénovation du réseau des eaux usées, mise en séparatif des réseaux d'assainissement,
- Création du réseau des eaux pluviales.
- Aménagement des surfaces, réfection des revêtements des ruelles.

3 LOCALISATION DE L'OPERATION

La situation géographique du projet est :

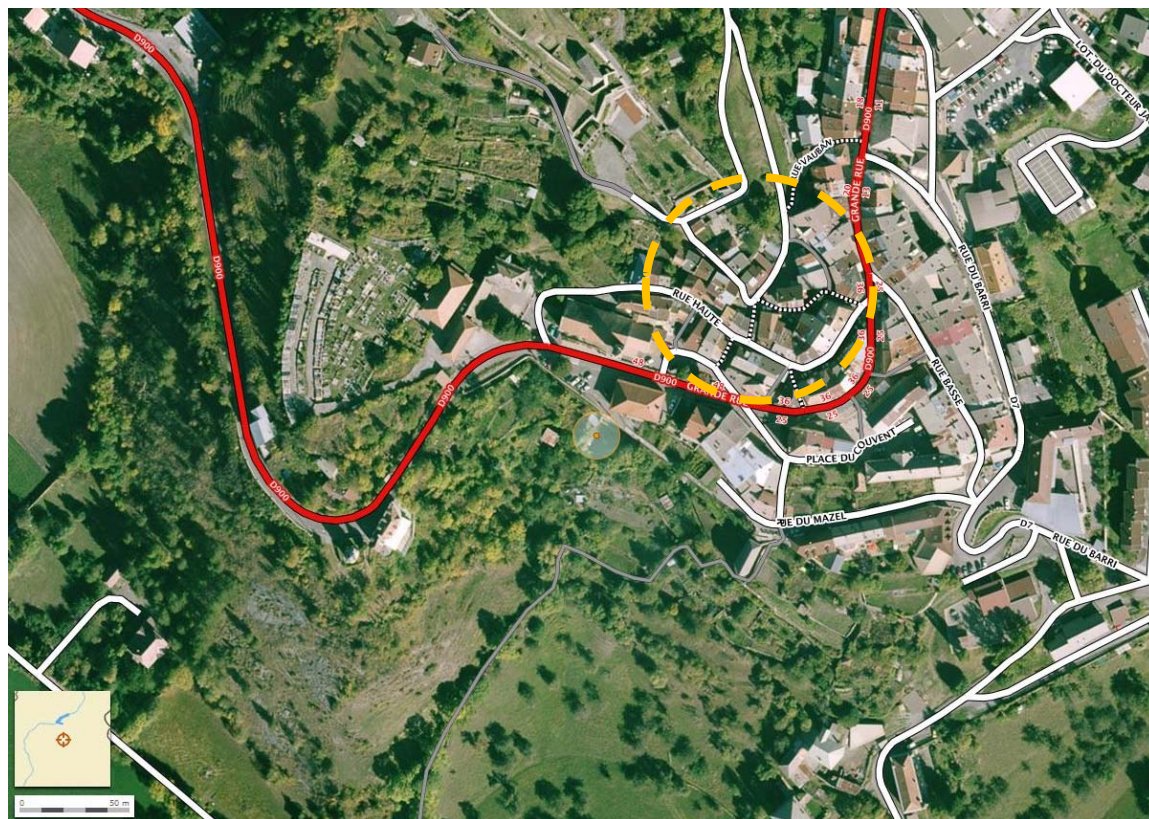


Figure 1 – Extrait IGN – Source Geoportail.fr

4 CONSISTANCE DU MARCHÉ

4.1 ETENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE DE PASSATION

La présente consultation est lancée suivant la procédure adaptée définie aux articles 27 et 34 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

4.2 NEGOCIATION DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur négociera avec les 3 meilleurs candidats ayant présenté une offre suite à l'analyse des offres initiales.

La négociation qui sera réalisée se fera par courriel adressé aux candidats admis à négocier, ce dernier précisera les points sur lesquels la négociation portera et précisera le délai accordé pour présenter une réponse.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

4.3 RECEVABILITE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Pour qu'une offre soit analysée, la candidature devra être jugée recevable ainsi que l'offre.

Conformément à l'article 59 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics :

Art.59 II. - Dans les procédures d'appel d'offres et les procédures adaptées sans négociation, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Art.59 III. - Dans les autres procédures, les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation ou du dialogue, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour rappel :

Offre inappropriée : est inappropriée une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre.

Offre irrégulière : une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans l'avis d'appel public à concurrence ou dans les documents de consultation.

Offre inacceptable : une offre est inacceptable si les conditions qui sont prévues pour son exécution méconnaissent la législation en vigueur, ou si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

4.4 DECOMPOSITION EN LOTS ET EN TRANCHES

La présente opération fait l'objet des lots de travaux suivants, et d'une tranche unique.

ALLOTISSEMENT
UNIQUE – Voirie Réseaux divers (VRD)

4.5 COMPLEMENTS A APPORTER AU C.C.A.P. ET AU C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément aux Cahiers des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ainsi qu'aux Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

4.6 DELAIS D'EXECUTION MAXIMUM

Le démarrage des travaux interviendra suite à la réception par le titulaire d'un ordre de service l'invitant à démarrer la phase de préparation des travaux au cours de laquelle les approvisionnements et les études d'exécution seront réalisés.

A l'issue de cette période de préparation, les travaux débutent.

Les délais de réalisation pour l'ensemble des travaux sont précisés au travers de l'Acte d'Engagement.

Le délai de la période de préparation précisé à l'acte d'engagement ne fait pas partie du délai d'exécution.

Les **exigences** du maître d'ouvrage sont cependant les suivantes :

Lot	Période d'exécution
UNIQUE	Premier semestre 2017
	Date limite d'achèvement des travaux
	01 juillet 2017

4.7 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

PIECES COMMUNES
Annonce légale
Pièce 01 - Règlement de la consultation (RC)
Pièce 02 - Acte d'Engagement (AE), un par lot
Pièce 03 - Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Pièce 04 - Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC)
Pièce 05 - Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), un par lot
Pièce 06 – Bordereau des Prix Unitaires (BPU), un par lot,
Pièce 07 - Détail Quantitatif Estimatif (DQE), un par lot,
Ensemble des Plans PM, CP en version PDF.

4.8 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.9 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de **90 jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

4.10 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

4.11 VISITE DU SITE DES TRAVAUX

Il n'est pas prévu de visite sur site.

5 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE

Chaque candidat ou chaque membre du groupement devra produire les pièces suivantes :

- **Lettre de candidature** (formulaire DC1 recommandé et disponible sur minefi.gouv.fr) portant identification du candidat et éventuellement des membres du groupement ainsi que l'habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- Si DC1 non remis : déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat
 - n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles [45](#) et [48](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles [45](#), [46](#) et [48](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
 - est en règle au regard des articles [L.5212-1](#) à [L.5212-11](#) du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- **Déclaration du candidat** (formulaire DC2 recommandé et minefi.gouv.fr) précisant ses :
 - capacités techniques et professionnelles : effectifs et moyens matériels dont dispose le candidat et liste des principaux services fournis au cours des 3 dernières années. Les prestations de services seront prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- Les candidats devront justifier de compétences dans les domaines candidatisés.

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)

- capacités économiques et financières : déclaration concernant le chiffre d'affaires réalisé au cours des 3 derniers exercices. Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une telle déclaration sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité financière par tout document équivalent.

Les candidats peuvent présenter tout moyen de preuve équivalent pour justifier de leurs capacités techniques et professionnelles, économiques et financières.

Il est précisé que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique (tel un coffre-fort électronique), à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Pour justifier de leurs capacités techniques et professionnelles, économiques et financières, les candidats peuvent demander que soient également prises en compte les capacités techniques et professionnelles, économiques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, ils doivent justifier dès leur candidature des capacités de ce ou ces sous-traitants et attester qu'ils en disposeront pour l'exécution de l'accord-cadre (formulaire DC4 recommandé ou mentions listées à l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

5.2 RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OFFRE

- Le présent règlement de consultation, daté et signé sous la mention « Lu et Approuvé »
- L'Acte d'Engagement complété, daté et signé.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières daté et signé sous la mention « Lu et Approuvé ».
- Le Cahier des Clauses Communes daté et signé sous la mention « Lu et Approuvé ».
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières daté et signé sous la mention « Lu et Approuvé »,
- Le Cadre du Détail Quantitatif Estimatif pour la solution de base, complété, daté et signé sous la mention « Lu et Approuvé »,

- Le Mémoire Technique répondant aux critères de notation énoncés dans le présent règlement.

En cas de sous-traitance, les plis contiendront l'ensemble des pièces suscitées relatives aux entreprises présentées en sous-traitance pour la réalisation des prestations pressenties.

A défaut, la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de l'ensemble des pièces écrites de l'offre que le candidat n'a pas à remplir mais uniquement à dater et signer.

6 ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 ANALYSE DES CANDIDATURES

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des **articles 48 à 52 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics**, qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 5.1 du présent règlement ou qui ne présentent pas des garanties suffisantes ne sont pas admises.

6.2 ANALYSE DES OFFRES ET CLASSEMENT

Les offres devront être conformes aux prescriptions des documents de la consultation.

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les critères de jugement des offres seront les suivants :

1. Le prix des prestations = **60%**
2. La Valeur Technique = **40%**

La notation est réalisée dans une base « 100 ».

$$Note_{Candidat} = \left[Note_{Prix} + Note_{Technique} \right]$$

6.2.1 CRITERE 01 – LE MONTANT DE L'OFFRE

Pour ce qui est du jugement du critère portant sur le prix des prestations, la note est obtenue comme suit :

$$Note_{Prix} = 60 \times \left(\frac{P_{\min}}{P_{Candidat}} \right)$$

Où $P_{Candidat}$ et P_{\min} désignent respectivement les prix des prestations du candidat en cours de notation et de l'offre la moins disante (hors offre jugée anormalement basse).

Une offre sera jugée anormalement basse lorsque son montant sera inférieur d'au moins 20% du montant moyen des offres remises.

Le candidat présentant une offre estimée anormalement basse se verra demander des précisions, et notamment les sous-détails de prix faisant apparaître le coût de la main d'œuvre, les temps hommes, les temps machines et les coûts d'immobilisation du matériel y compris amortissements, les prix d'achats des fournitures avec présentation des devis fournisseurs, les taux de frais généraux.

Si le candidat ne produit pas l'ensemble des éléments justificatifs dans les délais impartis, lors d'une éventuelle convocation par le maître d'ouvrage, son offre sera rejetée comme prévue par le décret.

6.2.2 CRITERE 02 – LA VALEUR TECHNIQUE

Il sera rédigé un mémoire technique spécifique à l'opération et détaillant les sous-critères de jugement de l'offre de 10 pages recto maximum (hors annexes telles que les fiches produits, le planning, les C.V. du personnel d'encadrement).

Pour ce qui est du jugement du critère portant sur la valeur technique de l'offre, la note est obtenue comme suit :

- Chacun de ces sous-critères est lui-même soumis à une pondération telle que la définit le tableau suivant. Pour chaque sous-critère une évaluation objective est attribuée.
- L'évaluation des sous-critères répond aux règles suivantes :

EVALUATION DU SOUS-CRITERE TECHNIQUE	Notation
Absence de réponse au sous-critère.	0
Formulation d'une réponse technique généraliste.	2
Formulation d'une proposition technique complète et adaptée à la présente opération.	5

Les sous-critères et leurs pondérations respectives sont les suivants :

SOUS-CRITERE	Pondération
Le candidat remet un mémoire technique de 10 pages recto / verso maximum hors annexe.	1
Présentation générale de l'entreprise. Présentation des moyens humains, matériels et techniques mis à disposition pour la réalisation de la prestation candidatee.	1
Planning détaillé par tâche critique montrant l'adéquation de la proposition aux délais indiqués dans l'acte d'engagement.	1
Méthodologie et processus de réalisation du chantier par grandes tâches avec adéquation des moyens techniques et humains.	1
Moyens mis en œuvre pour sécuriser le site et ses abords, tant en période de travail qu'en dehors des heures ouvrables et pour assurer la sécurité au voisinage des travaux aussi bien pour le personnel que pour les usagers du domaine public Mesures techniques et organisationnelles proposées par le candidat pour la gestion des flux de circulations, des riverains et des activités économiques de la zone d'aménagement. Le candidat présentera notamment les moyens qu'il mettra à disposition pour assurer les déviations véhicules, la sécurisation et le maintien des accès piétons, les alternats de circulation requis par la présente opération.	2
Fiches produits des principales fournitures et matériaux que l'entrepreneur prévoit de fournir et poser, et sur la base desquelles il a établi son offre.	1
Démarche de développement durable engagée par l'entreprise. Présentation d'une note environnementale relative à la gestion et au traitement des déchets inertes (maçonneries, bitumes, végétaux), Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Elimination des Déchets de chantiers (SOGED) Présentation d'une note sur l'engagement au niveau social (emploi social, formation, etc.)	1

La note du critère dit de « Valeur Technique » s'obtient alors de la façon suivante :

$$Note_{Technique} = \sum_{Sous-Critère} (Evaluation_{Sous-Critère} \times Pondération_{Sous-Critère})$$

7 CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

7.1 CONDITIONS D'ENVOI DES DOSSIERS

Les candidats présenteront leurs dossiers sous pli cacheté.

Le pli devra être envoyé par pli recommandé avec avis de réception postal ou remis en mairie contre un récépissé.

La date de remise des offres est celle donnée ci-après.

Le pli devra porter les indications suivantes :

Commune de SEYNE LES ALPES
En Mairie
Grande Rue
04140 SEYNE LES ALPES

**« Candidature et Offre pour
Travaux d'aménagement des ruelles du centre ancien »
« Cette enveloppe ne doit être ouverte qu'en Commission »**

La date limite de remise des offres est le : **03/02/2017 à 12h00, délai de rigueur.**

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux transmis sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés en l'état à leurs auteurs.

7.2 TRANSMISSION DES DOSSIERS PAR VOIE ELECTRONIQUE

La transmission des dossiers par voie électronique est **autorisée**.

Se référer aux modalités de la plateforme de dématérialisation auprès de laquelle le dossier de consultation a été obtenu.

Copie de sauvegarde

Une copie de sauvegarde peut-être envoyée sous plis scellé comportant très lisiblement la mention « COPIE DE SAUVEGARGE ».

Elle est expédiée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et de garantir sa confidentialité.

N.B. Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à :

8.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Commune de SEYNE LES ALPES
En Mairie
Grande Rue
04140 SEYNE LES ALPES

8.2 RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES

M.G. Concept Ingénierie
Allée des Fauvettes, 12 résidence Les Fauvettes
05200 EMBRUN
Tél. 04 92 43 05 55
Courriel : contact@mgconcept.net

8.3 AUTRES RENSEIGNEMENTS

Les offres seront rédigées en langue française.
L'unité monétaire est l'euro.

9 CLAUSE DE SORTIE DE LA PROCEDURE

La commune se réserve le droit de mettre fin à la consultation pour des motifs d'intérêt général ou financiers.

10 RECOURS

10.1 ORGANE CHARGE DES PROCEDURES DE MEDIATION

Comité Inter-régional de règlement amiable
Préfecture de Région PACA
22, Bd Paul Peytral
13282 MARSEILLE cedex 20

10.2 INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS

Tribunal Administratif de Marseille
22, rue Breteuil
13006 MARSEILLE
Tél : 04 91 13 48 10
Fax : 04 91 81 13 87

Dressé par le Maître d'Œuvre,
A EMBRUN, Janvier 2017.